

### *Les subsides*

Le député parle, en fait, d'une économie de l'offre. J'ai applaudi tout à l'heure quand il a déclaré que le président Reagan avait une excellente politique. J'ai entendu avec plaisir le député de Saint-Jean-Ouest dire à la Chambre des communes et au public qu'il voulait une économie de l'offre.

Voilà le genre de politique que le président Reagan a instaurée aux États-Unis. Le député de Saint-Jean-Ouest est vraiment un homme honnête. Il l'a déclaré publiquement depuis qu'il est critique financier de son parti, mais il s'est fait démentir par son chef qui poursuivait d'autres visées. Il a pourtant dit la vérité. Il dit la vérité et il est sincère. Il admire la politique économique des Américains et leur succès en matière de création d'emplois. Il les admire d'avoir réduit l'inflation et le chômage. En effet, monsieur le Président, on peut créer des emplois et réduire l'inflation autrement que de la façon dont notre parti et notre gouvernement l'ont fait depuis environ seize ans. On peut tout simplement étouffer l'économie. On peut faire ce que le président Reagan et le député de Saint-Jean-Ouest préconisent: éliminer les allocations sociales, supprimer aux pauvres les timbres dont ils ont besoin pour se procurer la nourriture—comme les Américains l'ont fait—et augmenter le budget de la défense.

● (1630)

La politique financière du président Reagan est plutôt floue. Il a porté les dépenses militaires à des niveaux sans précédent et il a sabré radicalement dans les prestations des pauvres. Voilà ce qu'il a fait, et c'est ce que j'appelle une politique financière floue. Le député est tout à fait d'accord, car il est convaincu que l'offre est le moteur principal de l'économie. D'après lui, si les riches, les puissants, les grandes institutions et les grosses sociétés se portent bien, les pauvres profiteront des retombées économiques. Il n'en est rien, monsieur le Président.

Les libéraux rejettent cette théorie, car elle est à l'origine de l'écart socio-économique croissant dans la société. Nous avons une autre façon de régler ce problème.

Le député a parlé aussi du Programme énergétique national et de notre politique sur l'investissement étranger. C'est à se demander s'il sait qu'il vient de Terre-Neuve. Le député de Gander-Twillingate (M. Baker) l'a interrogé au sujet de la valeur de notre dollar. Voici un extrait de la motion du député:

Que, attendu que la dévaluation du dollar . . . miment la création d'emplois à cause de leurs répercussions néfastes sur l'agriculture, les petites entreprises et les investissements commerciaux . . .

En réponse à son collègue de Gander-Twillingate, le député a dit qu'en effet, il veut renforcer et augmenter la valeur du dollar canadien. Mais le député de Gander-Twillingate a signalé, à juste titre, que les pêcheurs de Saint-Jean-Ouest ou de sa circonscription, ou du nord-est du Nouveau-Brunswick, ne peuvent pas vendre leur poisson, ou plutôt que la société qui le vend ne peut pas le revendre, à moins de vendre moins cher que les pays d'Europe qui écoulent le poisson à perte aux États-Unis parce que leur monnaie a été dévaluée. Comment un député de la région atlantique, dans ce contexte économique, peut-il être sincère envers ses électeurs en recommandant une revalorisation du dollar canadien? Cela va ruiner les pêches de l'Atlantique. Le secteur des pâtes et papiers dans la

région Atlantique, et dans tout le pays, est en difficulté parce que nous devons soutenir la concurrence de pays d'Europe qui ont dévalué leur monnaie. Lorsque la valeur du dollar canadien, monsieur le Président, baisse à cause des pressions du marché et non en vertu d'une politique délibérée du gouvernement, que se passe-t-il? Ce sont les régions du pays qui exportent des produits protégés par l'infrastructure économique nationale et la politique commerciale mises sur pied par le gouvernement, autrement dit l'Ontario et certaines régions du Québec, qui en profitent.

Si le pays adoptait la politique économique et monétaire du député de Saint-Jean-Ouest, nous ne laisserions pas les pressions du marché déterminer la valeur du dollar. Le député voudrait le réévaluer. En conséquence, les pêches de l'Atlantique ne seraient plus compétitives, pas plus que le secteur des pâtes et papiers et celui du bâtiment.

Le député a critiqué le Programme énergétique national en disant que c'était une mauvaise politique parce que certains intérêts américains ne l'approuvaient pas. Ne se rend-il pas compte que c'est grâce au PEN que des milliards de dollars sont investis à l'heure actuelle dans les gisements sous-marins de Terre-Neuve? Ce programme reposait sur la logique selon laquelle, maintenant que nous avons découvert pour ainsi dire tous les gisements de pétrole de source classique, il existe encore des méthodes de récupération secondaires et tertiaires. Depuis une trentaine d'années, le gouvernement a mis en place un régime de taxes et de prix en vue de permettre à l'Alberta et à la Saskatchewan, notamment, de mettre en valeur le secteur pétrolier. Selon le principe de base du PEN, nous devons désormais chercher ailleurs, nous devons exploiter les fameuses terres du Canada qui relèvent du gouvernement fédéral. Les gisements sous-marins tombent également sous la compétence fédérale, comme l'a confirmé il y a deux semaines la Cour suprême du Canada. Nous avons dit qu'il nous fallait désormais un nouveau régime. Qui nous donnera ce régime si ce n'est le parlement du Canada?

Le PEN, monsieur le Président, est en place pour garantir que dans le nord du Canada et au large des côtes atlantiques nous ayons un régime qui encourage la prospection pétrolière et gazière. Je ne comprends donc tout simplement pas qu'un député de la région de l'Atlantique ose affirmer que le PEN a été néfaste pour le Canada.

On a beaucoup parlé du déficit et de son ampleur catastrophique. Mais, monsieur le Président, pourquoi ce déficit au Canada et comment pouvons-nous en venir à bout? Le déficit existe tout d'abord parce que, au milieu des années 70, le gouvernement a commencé à modifier la fiscalité de manière à laisser davantage d'argent aux Canadiens pour que cela stimule l'économie. Afin de rendre notre fiscalité plus équitable, nous avons adopté une proposition visant à . . . L'ex-whip de l'opposition officielle trouve cela drôle. Cette proposition a été avancée par l'un de ses anciens chefs en vue d'assurer que le gouvernement fédéral ne bénéficierait pas de l'inflation. L'indexation des exemptions personnelles avait pour conséquence de réduire les recettes du Trésor public.

**M. Kempling:** Vous n'avez pas réduit les dépenses.